

EN DIRECT...

... de Haute-Volta

De la formation pour le développement : l'exemple du CESAO en Afrique occidentale*

Deux rencontres inhabituelles se sont déroulées récemment dans les régions de Banfora et de Kaya en Haute-Volta. C'est vraiment une innovation, puisqu'il est très rare de voir des paysans et des cadres d'organismes de développement discuter ensemble. Cette confrontation a été fructueuse : la franchise des uns et l'ouverture des autres ont permis de trouver un terrain d'entente. Paysans et cadres se sont rendus compte de leur complémentarité. Ils ont reconnu que ce qui leur manquait, c'était le dialogue.

L'initiative de ces rencontres venait du Cesao et des organismes régionaux de développement de Banfora et de Kaya. Pour le Cesao, ces réunions sont d'ordre pédagogique, car elles font suite à un cycle de formation de trois mois.

Ainsi le Centre d'études économiques et sociales d'Afrique occidentale demeure fidèle à sa vocation : former en vue d'un progrès global et « participé » et servir d'appui à des groupes locaux ou régionaux responsables de leur propre promotion. L'action du Centre intéresse surtout le milieu rural de la zone sahélo-soudanienne. Il forme les paysans, les agents d'encadrement, les chefs de projets ou d'organismes de développement. Il s'intéresse à tout ce qui touche à l'auto-promotion paysanne et travaille dans ce sens. Le Cesao ne donne pas un enseignement de type technique ; la formation qu'il offre aux ressortissants des treize pays d'Afrique occidentale s'oriente surtout vers l'analyse et la réflexion.

UN PEU D'HISTOIRE

Le Centre d'études économiques et sociales d'Afrique occidentale (Cesao) a été créé en 1960 afin de permettre aux personnes ayant reçu sa formation de s'engager d'une façon efficace pour le développement de leur pays.

Pendant les premières années, l'enseignement s'adressait surtout à des responsables et des militants de différents mouvements et organisations. Parmi les stagiaires on comptait un grand nombre d'enseignants. Jusqu'en 1974, la formation se réalisait sous forme de stages socio-économiques de 9 à 18 mois. Plus de 500 cadres moyens africains ont bénéficié de cette formation. Parmi les treize pays touchés, quatre tiennent la tête de liste : Haute-Volta, Togo, Cameroun, Bénin (ex-Dahomey).

Au cours des années, le public et l'orientation du Centre se sont précisés et les activités de formation diversifiées. Du développement socio-économique général, le Cesao s'est

progressivement spécialisé dans le domaine du développement rural. Par développement rural, il entend un véritable mieux-être des populations villageoises et non seulement la croissance de la production et des revenus. Ce qui suppose que cette finalité touche hommes et femmes, vieux et jeunes, et influence tous les aspects de leur vie : économie, santé, éducation, culture, vie religieuse.

De plus, pour le Cesao, le développement n'est possible que dans la mesure où les personnes concernées y participent activement, non pas seulement au niveau de l'exécution, mais aussi au niveau de la conception, de la décision, de la responsabilité. Aussi depuis 1974, le Cesao a changé de formule afin de mieux répondre aux besoins des populations rurales.

En pratique, le Cesao assume désormais six fonctions liées entre elles :

- la formation proprement dite qui se fait par des cycles et sessions (d'une semaine à trois mois) au Centre, à Bobo-Dioulasso, ou sur le terrain à la demande des organismes ou des groupements ;
- le suivi des anciens stagiaires ;
- l'appui aux organismes qui envoient des stagiaires ;
- la fonction d'information et d'échange qui se réalise à travers notre bulletin *Construire ensemble*
- la fonction recherche appliquée ;
- la fonction publication.

* Cesao : Centre d'études économiques et sociales d'Afrique occidentale à Bobo-Dioulasso, B.P. 305, Haute-Volta. Outre des matériels pédagogiques, Cesao édite aussi un bulletin bimestriel *Construire ensemble*. Divers extraits des derniers numéros sont reproduits au cours de cet article pour donner une idée de l'optique et de la teneur de cette excellente revue destinée à la base. Pour l'obtenir, s'adresser au Cesao.

de l'auto-promotion paysanne

L'expérience de la nouvelle formule (stage de courte durée orienté vers la base) s'avère concluante. A preuve, les nombreuses demandes qui parviennent au Cesao. Ses formateurs innovent et testent des méthodes de pédagogie adaptée au monde paysan d'Afrique de l'Ouest et des méthodes d'évaluation de la formation et des projets locaux de développement. Actuellement, le Centre a acquis une approche globale du processus de l'auto-développement.

D'une façon générale, chaque cycle et chaque session compte trois grandes phases.

Analyse de la situation

A partir du thème du cycle ou de la session, on cherche avec les stagiaires à analyser la situation telle qu'elle se présente sur le terrain avec toutes ses implications : économiques, sociologiques, psychologiques, culturelles, etc. Cette analyse se fait à partir de l'expérience des participants et est éventuellement complétée par des observations sur le terrain.

Cette analyse comporte aussi une recherche sur les connaissances et les compétences qu'il faut à l'agent ou au paysan pour faire face aux problèmes rencontrés. Cette phase sensibilise et fait prendre conscience.

Approfondissement et acquisition de connaissances

En fonction du thème et des lacunes constatées par les participants eux-mêmes au niveau de leurs connaissances, on programme alors ce qu'on veut acquérir ou approfondir en ce domaine.

Cette acquisition de connaissances part de celles déjà acquises. Il s'agit la plupart du temps d'une recherche et d'un approfondissement avec les stagiaires, plutôt que de cours théoriques.

Transfert de connaissances et application

Il ne suffit pas que le stagiaire lui-même ait bien analysé une situation et approfondi ses connaissances sur

tel ou tel sujet ; il doit encore être capable de faire le même cheminement avec d'autres dans son milieu de travail.

Les agents de développement et les responsables de groupements ont une tâche d'animation et de formation. Ils doivent apprendre à transférer et à appliquer ce qu'ils ont acquis, à aider les autres à analyser leur situation et à chercher des solutions en vue de l'améliorer.

Pendant cette phase on insère souvent des stages d'application pendant lesquels les stagiaires eux-mêmes peuvent vérifier dans quelle mesure ils ont assimilé la formation.

Tout au long de chaque phase, les formateurs cherchent, avec les stagiaires, les méthodes adéquates de :

- sensibilisation : analyse avec la population et nature de l'aide que l'agent peut lui apporter pour diagnostiquer les problèmes et en prendre conscience ;
- recherche de solutions : recherche avec les intéressés des solutions possibles aux problèmes recensés, dans le cadre des contraintes existantes ;
- prise de décision : manière d'amener les populations à choisir parmi les actions possibles celles qu'elles veulent et peuvent réaliser ;
- organisation : mise en place d'une organisation adaptée en vue de la réalisation de ces actions ;
- répartition des tâches et des responsabilités, et programmation ;
- réalisation des projets et évaluation.

les stagiaires

De 1974 à 1977, le Cesao a accueilli 375 stagiaires paysans-formateurs et agents pour des cycles et sessions.

En 1974-1975, 104 stagiaires ; en 1975-1976, 120 stagiaires ; en 1976-1977, 151 stagiaires ; au total, 375 stagiaires.

Si en 1974-1975 la formation s'est faite essentiellement pour les

agents dès l'année suivante, le nombre de paysans a commencé à augmenter :

En 1974-1975 : uniquement des agents.

En 1975-1976, sur 120 stagiaires : 36 paysans = 30 % ; 84 agents = 70 %.

En 1976-1977, sur 151 stagiaires : 82 paysans = 55 % ; 69 agents = 45 %.

Le nombre de paysans stagiaires a augmenté, mais la durée des cycles pour paysans est plus courte. Les sessions sur demande s'intensifient. Elles sont d'une durée moyenne beaucoup plus courte. En 1975-1976, par exemple, l'équipe d'encadrement a organisé des sessions pour 200 paysans, puis respectivement 455 et 673 agents du secteur privé.

programme de formation

Le programme du Centre couvre aussi bien les problèmes de production villageoise, de commercialisation, que ceux de l'organisation et de la formation en milieu rural. Le Cesao essaie toujours de répondre aux besoins et aux attentes de son public. Aussi les thèmes varient-ils tous les ans.

Pour 1977-1978, par exemple, la formation porte sur :

- la capacité d'analyse du milieu et des situations avec les groupes ;
- la capacité d'animation en vue d'une sensibilisation et en vue d'amener des groupes à se décider, à se prendre en charge ;
- la recherche et l'étude de solutions possibles dans les domaines où le Cesao est compétent :
 - prise en charge de la santé,
 - prise en charge de l'épargne et du crédit,
 - prise en charge du stockage des produits et leur commercialisation,
 - intégration des jeunes et des femmes dans le processus de développement ;
- la capacité d'organisation et de programmation ;

- la capacité de formation.

La formation et la recherche sur les différents thèmes (qui font l'objet de cette formation) commencent à déboucher sur des publications de plaquettes.

La documentation du Centre se fait autant pour le service de la bibliothèque. Ce service a constitué au cours des années une documentation très appréciée sur le développement économique et social d'une part et sur l'Afrique d'autre part. Des fichiers continuellement mis à jour permettent de disposer rapidement d'une information sur tel ou tel sujet.

Outre le travail qui se fait au Cesao même, le Centre est souvent sollicité pour apporter un appui ponctuel à des organismes de développement ou de groupements villageois et pour animer une session de formation sur le terrain.

recherche publication

La recherche au Centre est encore à ses débuts. C'est une recherche qui est à la fois appliquée et liée. Elle se fait en rapport avec la formation et sur les thèmes qui font l'objet de celle-ci. Ainsi des recherches ont été faites ou sont en train de se faire sur :

- les aspects pédagogiques favorisant l'expansion des Caisses populaires d'épargne et de crédit en Haute-Volta;
- la parole aux communautés de base;
- la recherche d'outils pédagogiques en matière de formation à la gestion pour groupements ruraux;
- les besoins en formation dans les réalisations privées de développement en Haute-Volta;
- introduction à la presse rurale africaine.

En ce qui concerne les publications, le Cesao édite un bulletin *Construire ensemble* qui paraît six fois par an. Les récentes livraisons portent sur : « La situation économique de la femme africaine; dialogue/cadres et paysans... ». Le Centre sort par ailleurs d'autres publications de type pédagogique.

Il vient de rééditer l'« alimentation du jeune enfant en zone de savane » et

« Construire la nation ». Plusieurs publications sont prévues pour cette année.

En plus de toutes ses activités, le Cesao organise périodiquement diverses rencontres qui sont des séminaires ou des journées de réflexion. Tantôt ce sont les paysans de divers pays d'Afrique occidentale qui se retrouvent pour discuter de leurs problèmes; tantôt ces mêmes paysans rencontrent les cadres d'appui afin d'échanger. Les agents peuvent se retrouver aussi pour discuter... Tous les ans, le Centre organise des journées d'échange et de réflexion appelées « Rencontre d'hivernage ». But de ces rencontres : permettre à des personnes de profession et d'âge différents de se rencontrer, de se connaître, de discuter et de rechercher ensemble, sur des thèmes relatifs au développement rural. Ces rencontres ont lieu au mois de juillet ou au début du mois d'août.

Pour toutes ses activités le Cesao dispose d'une équipe pluridisciplinaire de 20 formateurs venant de plusieurs pays d'Afrique et d'Europe.

conclusion

Depuis dix-sept ans, le Cesao essaie de se mettre au service du développement du monde rural. Son action de formation, de suivi des anciens stagiaires et d'appui aux organismes d'intervention et aux groupements villageois lui permet de contribuer à l'éducation permanente des ruraux et des agents de base dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Autant que faire se peut, les formateurs vont sur le terrain pour toucher du doigt les réalités et pour se mettre à l'école des paysans. Ce qui permet au Centre de diversifier son offre et de proposer des modules spécialisés portant sur :

- la méthodologie d'animation;
- les problèmes de communication;
- la formation des formateurs;
- l'animation pour la production rurale;
- l'animation en vue d'améliorer les conditions de vie et de santé dans les villages;
- l'organisation et la gestion des groupements villageois et des coopératives;

- la formation des animatrices rurales en matière d'hygiène, de nutrition, de santé maternelle et infantile, de promotion féminine, etc.

La préoccupation du Cesao, c'est de permettre aux populations rurales de maîtriser le changement et de se prendre réellement en charge. Par la formation qu'il donne et par ses différentes activités, le Cesao donne des outils d'analyse et de travail aux stagiaires afin qu'ils deviennent des éléments dynamiques de leurs communautés respectives; car, c'est chaque communauté qui doit progresser en soumettant la nature et en luttant contre « l'aliénation et toutes les formes de colonisation (dont culturelle) ». Nous pensons que la participation active de tous et le travail communautaire doivent permettre aux villageois africains de faire eux-mêmes leurs choix; d'orienter les actions et les projets. Le travail au ras-du-sol nous paraît fondamental pour l'émergence et la libération des paysans. Aussi, les petits projets locaux, à la portée des villageois, permettront-ils aux membres de chaque communauté, de participer à chaque étape du processus de conception, d'élaboration, de réalisation et d'évaluation. Le paysan africain ne doit pas être un exécutant anonyme, celui à qui on impose tous les projets; celui qui n'a pas droit à la parole et au choix. C'est un partenaire. Et à ce titre, il doit être associé à la prise des décisions relatives à son village, à sa région et à son pays. C'est la formation qui lui manquait. Le Cesao essaie de combler cette lacune. Quant aux agents de base et aux cadres, notre Centre les sensibilise au nécessaire dialogue agents-paysans, les aide à porter un regard critique sur leur travail et à chercher comment l'améliorer. En même temps l'accent est mis sur la pratique et l'attitude d'ouverture pouvant permettre l'auto-promotion paysanne.

Bibliographie

Construire ensemble, en particulier n° 1977-4, « Le Cesao : rapport d'activités 1976-1977 »; et autres publications du Centre.

« Une pédagogie possible pour l'auto-promotion paysanne », étude n° 16 de la série Environnement africain.

S'adresser à Enda, B.P. 3370, Dakar, Sénégal.

Voir aussi :

Agripromo pour la promotion du monde rural, publication trimes-
trielle : chaque numéro est centré sur

un thème différent (santé/médecine ; les jeunes et les anciens ; les machines au village ; emploi de la monnaie).

S'adresser à Inades-formation, B.P. 8008, Abidjan, Côte-d'Ivoire.

Nous voudrions attirer spéciale-
ment l'attention de nos lecteurs sur la
très intéressante Bibliographie com-
mentée des matériels pédagogiques

dans le domaine de la santé, de l'hy-
giène, de l'alphabétisation et de l'ani-
mation, récemment publiée par Ina-
des avec l'appui du Fise.

John Madjri
(Extrait de Idées et action,
(n° 121, 1978/2)

Feuillet 206 à 211

« Sur le terrain, chacun est responsable : tous travaillent, y compris les chefs de commission. Ceci instaure une égalité. Chacun accomplit sa part de travail dans les champs. Pour éviter que les responsables-permanents ne participent plus aux travaux agricoles, chacun d'eux est membre de l'une des équipes de travail de jour.

« Actuellement il comprend 406 membres, dont 166 hommes et 240 femmes. L'âge varie entre 15 et 51 ans ; il est aujourd'hui à la fois une entreprise collective et un foyer d'animation de la communauté.

« Les 406 membres sont répartis en 14 équipes de travail, dont sept équipes de femmes et sept équipes d'hommes ; « l'équipe du lundi » va travailler le lundi. S'il y a trop de travail ce jour-là, d'autres équipes viennent les aider. Il y a aussi des équipes de mécaniciens.

« Toutes les activités sont confiées à des responsables précis. Dans l'intervalle d'une semaine, chaque équipe exécute des travaux déterminés par un roulement journalier (équipe du lundi, équipe du mardi, etc.).

« Les équipes d'hommes s'occupent des travaux de préparation, d'entretien et de traitement des champs. Le système de roulement journalier ne leur pose aucun problème et permet à chacun de poursuivre de son côté son exploitation familiale. Les équipes de femmes sont désignées pour la récolte. Elles travaillent à l'unité et doivent fournir trois à quatre caisses de tomates par jour, chacune. »

Construire ensemble, 1977-1, « Le foyer des jeunes de Ronkh » (Sénégal), p. 36.

Si tu donnes à manger à quelqu'un, il faut connaître ce quelqu'un. Vous dites : « On ne peut aider si on ne peut connaître ». Or nous ne sommes pas connus. Quel organisme a travaillé sérieusement avec la base elle-même ? On s'occupe toujours de ceux qui sont connus. Que pouvez-vous faire pour qu'on devienne connu ? Il faut qu'on puisse regarder nos têtes et faire face à la lutte pour la survie.

Il va sans dire que les premiers responsables de cette lutte, ce sont les paysans eux-mêmes. Donc les premières idées doivent venir d'eux, et non de l'extérieur.

Construire ensemble, 1977-2, « Vers une solidarité entre paysans et cadres d'appui », p. 18.

Comment faire pour que les paysans puissent profiter davantage du fruit de leur travail ?

Il y a là un problème d'option politique générale du gouvernement : quel type de société choisit-il ? Dans certains pays, l'option porte, en théorie sur le développement des communautés villageoises. Mais, dans la pratique, les services d'intervention qui sont censés aider les populations rurales n'obéissent qu'aux directives officielles ; or, celles-ci ne correspondent pas toujours aux besoins et aspirations de ces populations.

Mais il n'y a pas que les options gouvernementales. Les encadreurs s'interrogent : « Nous-mêmes, agents, pour quel type de société optons-nous ? De qui voulons-nous être davantage solidaires ? Comment cheminer concrètement pour que, à long terme, les

paysans aient davantage voix au chapitre ? Comment permettre une expression commune des besoins, préoccupations, points de vue du monde paysan ? Comment dans l'immédiat, aider à la remontée des préoccupations et des expressions paysannes ? Comment favoriser une solidarité objective à l'intérieur du village et des villages entre eux dans un contexte nouveau ? »

Construire ensemble, 1977-3, « Environnement et développement des communautés paysannes », p. 33.

A cours du débat une monitrice des Maisons familiales rurales du Sénégal décrivait comme suit un travail d'introduction de jardins potagers, destinés à l'alimentation familiale :

« La plupart des hommes ont des jardins potagers, mais ils vendent tous les légumes. Aussi a-t-on organisé à la Maison familiale des causeries aux hommes par les moniteurs et monitrices. Mais il fallait aussi convaincre ceux des maris qui ne viennent pas au centre. Pour cela on organise des sessions de femmes ; celles-ci décident d'en parler chacune à leur mari. La monitrice rend visite aux familles pour voir si le sujet a pu être discuté et essaye de convaincre le maximum de familles que pour le bien du village il faut que tout le monde agisse ensemble.

« A la réunion suivante, les femmes expliquent les réactions de leurs maris. Certaines disent : « Je ne peux pas lui parler la journée, alors j'attends la nuit ». Et elles s'encouragent mutuellement à les convaincre. »

Construire ensemble, 1976-2, « Hommes et femmes, filles et garçons : face à face », p. 37.

... du Sénégal

Le village psychiatrique allie les soins traditionnels et modernes

Au cœur même de Kénia, village situé à huit kilomètres de la ville de Ziguinchor, en Casamance (Sénégal), existe un deuxième village, plus petit. Dans les cases traditionnelles vivent une trentaine de malades mentaux, des membres de leurs familles et le personnel hospitalier. Il s'agit du vil-

lage psychiatrique expérimental Émile Badiane, où l'on tente d'associer soins psychiatriques modernes et thérapeutiques traditionnelles.

Le village psychiatrique n'est pas, en Afrique, une nouveauté : depuis des siècles, des guérisseurs tradition-

nels organisent des villages où les malades, accompagnés de membres de leur famille, vivent et travaillent pendant la durée du traitement. Mais l'originalité de Kénia réside dans l'intégration de la psychiatrie moderne, de type occidental, à la culture et aux traditions africaines.

La pratique de la psychiatrie telle que nous la connaissons est récente en Afrique. La croyance traditionnelle veut que les maladies mentales relèvent du domaine sacré du guérisseur, et qu'elles résultent d'un conflit

entre le malade et un être vivant ou mort. Le malade est ainsi le porteur d'un message qui concerne la famille et la communauté. Le rôle du guérisseur est de déchiffrer le message, de le transmettre, d'établir la communication entre l'homme et l'esprit ou entre l'homme et l'homme, et de rétablir l'ordre. Ses soins visent donc la source de la maladie et non le malade lui-même.

Puisque la psychiatrie africaine traditionnelle considère la folie comme une dimension intrinsèque de l'homme, le malade mental ne provoque pas la crainte et n'est pas rejeté : il est accepté comme un être humain à part entière et digne d'être écouté. Sa maladie concerne chacun, et tous participent au traitement.

L'évolution sociale rapide que connaissent les pays en développement suscite une nouvelle conception de la maladie mentale. On a de moins en moins recours aux soins psychiatriques traditionnels et les demandes d'hospitalisation s'accroissent. Le nombre de malades mentaux augmente également avec l'affaiblissement des mythes et des rites qui jadis assuraient l'équilibre social, et avec l'effondrement des systèmes de valeurs qui déterminaient le comportement des individus. Une urbanisation rapide, de nouveaux modes de production et les contraintes accrues qui en découlent y contribuent aussi. De plus en plus de malades mentaux sont abandonnés par leur famille dans les hôpitaux et les asiles urbains.

Les établissements de traitement des maladies mentales sont inadéquats. La psychiatrie et les hôpitaux de type occidental ont été implantés sans tenir compte du fait qu'ils ne sont pas adaptés à la culture africaine. De plus, le personnel qualifié que ce genre de soins requiert est rare. Le Sénégal, par exemple, dispose de quatre psychiatres et de neuf stagiaires sénégalais pour une population de plus de quatre millions d'habitants. Pour satisfaire aux normes de l'Organisation mondiale de la santé, il lui faudrait quelque 400 psychiatres et 2 000 lits d'hôpital, objectif d'autant plus difficile à atteindre que peu d'étudiants s'intéressent à la psychiatrie.

Dans les quelques institutions existantes, le malade est enfermé et coupé de sa famille et de sa communauté. En outre, comme le fait remarquer le



docteur H. Collomb, professeur de psychiatrie à l'Université de Dakar (1), les malades qui sont dirigés vers les établissements psychiatriques sont rejetés par leur famille. Même s'ils guérissent, il leur sera difficile de se réintégrer dans leur groupe familial et leur village.

Étant donné l'inefficacité des soins et les difficultés de formation du personnel, le Sénégal a mis en doute la pertinence des modèles importés. Par ailleurs, les guérisseurs (qui ne sont pas reconnus officiellement) se sentent menacés par l'introduction de techniques thérapeutiques occidentales et exigent de plus en plus une reconnaissance officielle de la part des hôpitaux et des autorités publiques.

Face à tous ces problèmes, on a construit le village psychiatrique de Kénia il y a deux ans pour essayer de trouver des solutions. Il repose sur des principes très simples : ne pas isoler le malade, ni l'enfermer, ni changer radicalement son environnement, mais plutôt permettre à sa famille et à sa communauté de prendre part au traitement. Par conséquent, chaque malade est accompagné d'au moins un membre de sa famille, et tous participent aux activités courantes du village, notamment aux travaux des champs et à la préparation des repas.

La vie quotidienne au village est organisée de façon à développer le sens communautaire. Des discussions de groupe régulières tissent entre tous les habitants un réseau serré de relations qui sont une partie essentielle de la thérapeutique. Le personnel hospitalier (deux infirmiers spécialisés et deux aides-infirmiers, dont l'un fait fonction de chef de village) vit également dans le village avec sa famille. Un psychiatre de Dakar y séjourne deux jours, deux fois par mois. Les guérisseurs peuvent aussi y venir et participer au traitement.

Le village psychiatrique fait partie intégrante du système de soins mentaux du Sénégal, le Plan national de la santé publique prévoyant d'ici à 1982 l'implantation d'un ou deux villages par année dans chacune des sept régions du pays. C'est le village de Kénia qui servira de modèle aux autres.

Avant d'entreprendre une telle extension, il était nécessaire d'évaluer soigneusement le modèle expérimental. Cette étude a commencé à la fin de 1977 avec l'aide financière du Centre de recherches pour le développement international du Canada. Menée par des chercheurs du Centre de recherches psychopathologiques de l'Université de Dakar, avec la collaboration du ministère de la Santé et du médecin-chef de la Casamance, elle vise à définir les besoins communautaires exprimés par les demandes de soins psychiatriques, ainsi que les solutions apportées par le village psychiatrique, et à évaluer leur pertinence. De plus, l'équipe de recherche établira l'efficacité de ce système de soins mentaux par rapport tant aux méthodes purement traditionnelles qu'à celles des hôpitaux psychiatriques classiques.

En intégrant deux méthodes de guérison différentes dans un système de soins mentaux adapté aux conditions sociales, culturelles et économiques du pays, le Sénégal pourrait montrer la voie aux autres pays en développement qui se trouvent aujourd'hui soudainement confrontés à cet important problème de santé publique.

Michelle Hibler
(Reportage Crdi, mai 1978)

(1) Cf. *Recherche, Pédagogie et Culture*, vol. V, n° 25, Communication et folie.